

Les fonctions sociales de la géographie

Introduction : A quoi sert la géographie ?

Est-il nécessaire que la géographie serve à quelque chose ?

Oui ! Du moins tant qu'il s'agit d'une discipline enseignée à tous de l'école au baccalauréat, il semble nécessaire que la géographie serve à quelque chose puisque de l'argent commun et du temps de cerveau disponible (pour parler comme un directeur de chaîne de télévision privée) sont dépensés en son nom. Oui aussi parce que des chercheurs sont payés avec l'argent public, et parfois aussi avec de l'argent privé, pour faire de la géographie. Certes l'utilité sociale d'une activité humaine ne se réduit pas à sa contrepartie sonnante et trébuchante, la poésie, la littérature, et dans une certaine mesure le théâtre et le cinéma la philosophie, la religion et dans une certaine mesure l'histoire n'ont une fonction économique que fort réduite mais il faut être un barbare pour leur nier une utilité sociale ! Partons d'une lecture non géographique, d'un passage célèbre du Petit Prince de Saint Exupéry...

Si l'on en croit Saint Ex, le géographe ne sert à rien. Il faut dire qu'il s'agit là d'un géographe qui vit seul sur sa planète, personne pour lui donner les informations, personne pour lire sa géographie. Lorsqu'il a enfin avec le Petit Prince l'occasion d'être utile, la vacuité de son savoir effraie... pourtant il donne au Petit Prince une leçon sur la vie. Mais sa conception de la géographie comme ce qui n'est pas éphémère correspond sans doute à celle de son époque (l'immobilité de la géographie physique et du genre de vie des géographes vidaliens) mais certainement pas à celle de la géographie d'aujourd'hui. Quelle est l'utilité sociale de la géographie ? A cette question cent fois traitée par les géographes j'emprunte pour construire le plan de cet exposé la réponse d'un géographe québécois, Guy Mercier : « *Posons d'abord que l'idée de l'utilité sociale de la géographie fait le pont entre l'intention scientifique de la recherche de la vérité et l'intention politique de la recherche du bien commun, du bien-être commun dirait Racine* ». (NB il s'agit du géographe suisse Jean Bernard Racine, spécialiste d'épistémologie de la géographie et de géographie sociale).

Nous explorerons dans un premier temps les fonctions sociales de la géographie comme savoir d'action (recherche du bien commun) puis les fonctions sociales de la géographie comme savoir de prise de distance.

I. Une géographie au service du prince

Strabon, « La géographie, avons-nous dit, a rapport surtout aux opérations et aux besoins des chefs d'État. A la vérité, la morale et la philosophie politique ont aussi pour principal objet de régler la conduite des chefs »

A/ la géographie ça sert d'abord à faire la guerre

Le tableau de ML Ropivia reprend une périodisation de l'histoire de la géographie qui, si elle est discutable, est assez efficace pour rendre compte des changements en matière de fonction sociale. Il distingue, après bien d'autres, trois moments dans l'histoire de la géographie et de son utilité

- Phase pré-académique (de l'Antiquité au troisième quart du XIXe s).
- Phase académique (vers 1870– vers 1970)
- Phase post-académique (depuis 70')

Pour chacune de ces trois phases (très inégales en durée on l'aura remarqué), les équilibres entre les deux « fonctions » de la géographie (servir le prince / constituer un savoir spéculatif) sont différents. Au cours de la période pré-académique les fonctions politiques de la géographie sont omniprésentes : renseignement militaire et stratégique, aménagement du territoire, exploration, conquête, administration (ex Ibn Kaldhoun au service des souverains de Fez, les Cassini, cartographes de Louis XIV). On l'a vu (première leçon) cependant, la géographie médiévale est largement spéculative et enchantée ; tandis qu'avec Humboldt, la géographie moderne se détache en partie de l'exploration de conquête pour se tourner vers une recherche sans finalité pratique immédiate et surtout sans commanditaire princier. Le cas de Humboldt est cependant exceptionnel et ambigu. Son frère aîné, Wilhem, linguiste, est le grand organisateur de l'université prussienne au service de

L'ambition des Hohenzolern : il impose l'histoire et la géographie comme disciplines centrales chargées de convaincre de la nécessité de l'unité allemande.

B/ La géographie académique française

Après la défaite de 1871 la France suivra l'exemple. La géographie académique qui se met alors en place, sous couvert de neutralité scientifique est en fait au service de l'idée nationale et républicaine (Vidal de la Blache).

En France deux géographies coexistent alors : l'une académique s'empare de l'université et de l'enseignement autour de l'infatigable Vidal sans toutefois se priver d'assurer une fonction d'expertise (de Martonne et le choix des frontières en 1918-20, Vidal lui-même apporte son expertise dans l'étude d'un redécoupage administratif de la France) l'autre moins académique se tourne vers l'action coloniale : arpentage, appropriation (nomenclature), justification de la colonisation, études d'aménagement et étude des zones de diffusion des maladies tropicales (cf Singaravelou) la géographie coloniale est une géographie engagée, convaincue de son utilité civilisatrice que les universitaires regardent avec une certaine distance.

C/ La géopolitique allemande

En Allemagne aussi des géographes ont voulu l'expansion coloniale, ainsi Ratzel est un temps président de la ligue pangermaniste et de l'association qui préconise l'expansion coloniale de l'Allemagne. Est-ce parce qu'ils n'ont pas l'exutoire colonial que les géographes allemands ont développé des théories centrées sur la nation comme un organisme vivant. On l'a dit Ratzel, influencé par le darwinisme, a inventé à la fin du XIX^e le concept d'espace vital. Le géographe suédois germanophile Kjellen poursuit ses travaux et emploie le premier semble-t-il le terme de géopolitique. La défaite de 1918 contribue au développement des thèses géopolitiques. Autour d'un général géographe, Karl Haushofer, ami de Rudolf Hess, sont créés les Zeitschrift für Geopolitik (cahiers pour la géopolitique) qui reprennent la notion de Lebensraum. La géopolitique, instituée « science allemande » s'appuie sur les thèses de l'anglais Halford MacKinder qui avait défini dans un article fameux en 1903, The historical pivot of History, un Heartland mondial situé à égale distance de l'Atlantique et du Pacifique et affirmé en 1919 : « qui règne sur l'Europe orientale règne sur la terre centrale. Qui règne sur la terre centrale règne sur l'île mondiale. Qui règne sur l'île mondiale règne sur le monde ». Ces théories ont servi d'appui et de justification aux prétentions territoriales hitlérienne, y compris à l'invasion de l'URSS. Après la seconde guerre mondiale la géopolitique est proscrite. Les géographes humanistes considèrent que leur place est à l'université, les politiques considèrent que la géopolitique est une théorie dangereuse.

II. Quand le prince c'est le peuple

A/ Géographie appliquée, géographie active

Dans le contexte du volontarisme étatique de l'après-guerre, la géographie trouve un nouveau terrain d'application dans l'aménagement du territoire. Nouveauté relative bien sûr, on l'a vu dans la période pré-académique la géographie a souvent été au service de l'aménagement (assèchement de marais, fondation de villes, de routes, cadastration...) mais nouveauté au sens où il s'agit cette fois pour les géographes de fournir une expertise spatiale au service de la décision démocratique.

Le redécoupage administratif de la France proposé par Vidal de la Blache avant la guerre n'ayant pas abouti, c'est dans une autre direction que peu à peu les géographes s'engagent dans l'action. Dans un premier temps c'est timidement : Jean François Gravier (Paris et le désert français, 1947) est sociologue et économiste bien plus que géographe. C'est au début des années 60 que des géographes français affirment leur volonté de contribuer directement à l'aménagement du territoire et à l'action politique en temps que géographe. La figure emblématique de cet engagement est Michel Philipponneau qui préconise en 1960 aux géographes d'intervenir auprès des entrepreneurs (publics et privés) dans le rôle conseil dans les études d'implantations, de marché défendant la géographie appliquée. En 1979 lorsque Edmont Hervé conquiert la mairie de Rennes

il devient son premier adjoint et contribue largement au renouvellement de l'urbanisme de la ville, Raymond Dugrand a un parcours parallèle à Montpellier aux côtés de George Frèche. Entre temps Jacques George a exhorté les géographes français à s'impliquer davantage dans les études économiques et sociales afin que les décideurs puissent prendre davantage en compte l'avis des géographes. Il parle alors plutôt de géographie active. Effectivement l'urbanisme et l'aménagement du territoire ont besoin de la géographie, car ce sont des « actions géographiques au sens fort du terme, c'est-à-dire qu'elles contribuent à modifier la géographie d'un certain territoire en agissant sur une ou plusieurs composantes : réseau de communications, développement urbain, localisations industrielles (P. Pinchemel, 1985).

Géographie et aménagement du territoire progressent alors de concert. La création de la DATAR en 1963 offre aux géographes l'occasion de s'intégrer à des équipes pluridisciplinaires (Armand Frémont).

L'intervention des acteurs sur un territoire poursuit d'abord et avant tout un but économique (exploiter les ressources, tirer des revenus, etc) mais le progressisme des années 50-60 fait émerger deux autres préoccupations :

- un axe social qui vise au bien-être et à l'épanouissement de la population, c'est-à-dire qui privilégie le social sur l'économique et qui cherche à lutter contre les déséquilibres socio-spatiaux générés par la concurrence.
- un axe écologique développé plus récemment qui met l'accent sur la lutte contre les déséquilibres et les dégradations de l'environnement générés par la concurrence.

Bernadette Merenne Schoumacker montre le continuum entre la géographie et l'aménagement à travers un schéma en entonnoir (doc).

Pour autant la géographie active n'est pas sans poser une série de problèmes aux géographes :

La première difficulté tient à la différence entre les deux disciplines : l'aménagement vise à modifier ce qui est alors que la géographie tente de rendre compte de l'existant. L'aménageur a besoin de la géographie comme savoir de référence mais il tient compte aussi d'autres paramètres : économiques, sociaux, politiques. Tandis que la géographie n'a pas besoin de l'aménageur... le géographe si, c'est parfois une orientation de carrière. C'est aussi une dépendance financière qui s'est établie entre le chercheur et le pouvoir public. Jean Debie, géographe des transports à la Sorbonne spécialiste des transports présentait cette dépendance dans son mémoire d'habilitation à la direction de thèses : « La demande sociale est pour la plupart des chercheurs une notion ambiguë motivant les recherches d'un côté mais posant le problème de la hiérarchisation de cette demande de l'autre : écouter la demande sociale bien sûr mais laquelle, venant d'où et traduite par qui ? Et comment la traiter « en chercheur » ? Si la logique du financement est souvent dans les pratiques de recherche une façon de répondre au problème (celui qui finance est alors celui qui énonce cette demande sociale), elle pose le problème connu d'une demande dépendante des questions d'actualités et des orientations politiques dominantes et de leur articulation avec les problématiques de long terme. Et ce sont bien ces dernières qui permettent de développer une connaissance apte à aborder les questions d'actualités à venir ainsi que les demandes non formulées ».

Yves Lacoste constate que souvent les géographes ont fourni des arguments de logique spatiale pour justifier des investissements en certains lieux, alors qu'en réalité c'était l'influence discrète de tel homme politique ou de tel chef d'entreprise qui était le principal facteur de localisation.

Cette crainte de l'instrumentalisation pousse de nombreux géographes à préférer s'engager dans des secteurs où leur expertise est moins soumise aux pressions des groupes d'intérêt.

B/ Géographies préventives

L'expertise des géographes est également sollicitée en matière de risques naturels et industriels et en matière de santé. Je me centrerai pour l'instant sur l'exemple de la géographie de la santé. Les évolutions de la manière de faire la géographie de la santé ont été concomitantes de celles de la demande sociale. La géographie de la santé est née de la géographie tropicale : il s'agissait d'établir des corrélations entre milieu et maladies tropicales dans le cadre de l'œuvre coloniale. Le deuxième temps, dans les années 1960-1970, aura été celui du lien fait entre géographie médicale, géographie économique et géographie des populations. Il a conduit à formuler la santé et les soins en termes de besoins et d'offre territorialisés. La demande s'est alors fortement orientée vers l'analyse des flux en rapport avec l'organisation des systèmes de santé. On cherche par

exemple à mesurer les distances aux services de soins afin de prendre la mesure de l'adéquation entre offre et besoins. Ces analyses ont débouché sur le troisième temps qui aura été celui de l'analyse spatiale, qui vise à établir des corrélations, souvent multiples (analyse factorielle), entre des caractéristiques observées de l'état de santé d'une population et un ensemble d'indicateurs territoriaux afin de structurer les systèmes de santé selon une logique forcément rationnelle puisque quantitative. Le quatrième temps correspond au renouveau actuel des questionnements en santé publique. Il met l'accent sur l'influence des facteurs sociaux sur la santé des populations (conditions de vie, de travail, éducation, consommation, ...) et replace les questions de santé à l'échelle fine de l'individu. La demande des services publics a évolué également, elle s'est élargie pour inscrire la santé dans des enjeux d'aménagement du territoire à l'échelle nationale (programme « Santé et territoire » de la DATAR) ou locale, en lien avec la politique de la ville. Dès lors, un intérêt particulier est accordé aux jeux d'acteurs et aux partenariats entre tous ceux qui participent à la construction locale de l'offre de soins, mais aussi aux pratiques de recours aux soins des habitants/citoyens/patients. L'accessibilité est un de ces concepts-clé de cette géographie active : son étude nourrit les théories des localisations d'équipements. Cette accessibilité qui change selon les modes de transport disponibles se mesure en distances-temps et s'exprime par des flux. Elle est très fréquemment utilisée dans les commandes faites aux géographes en matière d'analyse de la structuration de l'offre de soins. Or, si on ne part pas des équipements mais de la réponse aux besoins de tous, l'accessibilité ne devrait pas reposer sur la prise en compte des flux dominants mais sur la capacité de tous les individus à accéder au service, et donc à l'équipement. « Le vieillissement des populations qui va s'accroître et le souhait des personnes âgées de vouloir rester à leur domicile le plus longtemps possible doivent inciter les aménageurs à avoir une approche continue et globale de l'accessibilité du cadre de vie pour éviter les situations d'exclusion et de handicap par défaut de capacités d'accès.

L'accessibilité centrée sur l'individu et la question de la carte des soins sont fréquemment au cœur de conflits territoriaux que les géographes peuvent analyser, sur lequel ils ont des avis, mais pas forcément le pouvoir.

Ce rapport au pouvoir est au centre de la critique de la géographie active, Claude Raffestin l'a analysé en 1980 dans pour une géographie du pouvoir « *Toute pratique spatiale induite par un système d'actions ou de comportements, même embryonnaire, se traduit par une « production territoriale » qui fait intervenir maillage, noeud et réseau. Il est intéressant de relever à cet égard qu'aucune société, si élémentaire soit – elle, n'échappe à la nécessité d'organiser le champ opératoire de son action* »

III. Une géographie de la prise de distance

A/ la géographie comme savoir distancié sur le monde

Le géographe canadien que je citais tout à l'heure, Guy Mercier poursuivait son intervention avec ces mots : « *La véritable utilité sociale de la discipline procéderait de la conjugaison appropriée de ces deux démarches. Or, comment doit se réaliser cette conjugaison? Le premier élément que l'on peut avancer, et dont on conviendra facilement, est que la recherche de la vérité par l'activité scientifique doit s'inscrire dans la perspective générale de la recherche du bien commun. En d'autres mots, l'ultime objectif de la science serait, au-delà de la vérité, le bien commun. La fonction scientifique n'étant qu'un moyen considéré socialement utile pour atteindre ce dernier. C'est ainsi par exemple que l'on peut légitimer le maintien et le développement d'une institution comme l'Université* ».

Une telle prise de position met sans doute tout le monde d'accord, mais elle ne résout pas le problème du rapport de la géographie au pouvoir. Comme le disait Michel Lussault dans la conférence de clôture du colloque de l'ENS Lyon de février 2010, la question n'est pas « à quoi sert la géographie ? » mais « qui sert la géographie ? », les citoyens, répondent les géographes ! En les informant des enjeux spatiaux des décisions collectives pour leur donner les moyens de faire des choix démocratiques en connaissance de cause. Cela pose bien entendu la question de la diffusion démocratique du savoir géographique. Certains géographes interviennent dans les débats publics en expert. Voici l'exemple en Allemagne de géographes qui travaillent sur la façon dont les parcs naturels sont perçus par les populations dans le but d'aider les promoteurs des parcs à rendre ceux-ci mieux acceptés. Samuel Depraz a montré dans un article de l'Espace géographique comment le concept allemand d'Akeptanz (acceptance) permet de rendre compte de ce choix politique : « Il s'applique à des structures spatiales plaquées par des politiques mondiales sur un territoire local et a été

employé en particulier pour définir le degré d'acceptation d'un parc national par les sociétés locales qu'il concerne. L'«acceptance» implique un degré supérieur d'acceptation qui consiste en une identification aux valeurs portées par l'objet nouveau. Ce concept permet de mieux cerner les écarts de valeurs implicites existant dans les relations sociales avant ou après un conflit d'usage. Spatialiser l'«acceptance» rend également possible une reconnaissance des facteurs territoriaux intervenant dans la différenciation des réactions d'une commune à l'autre et conforte l'idée d'un « cratère d'acceptance» autour des parcs. Les directions des parcs nationaux, poussées par l'exemple des parcs régionaux en Europe cherchent donc à élargir la reconnaissance de leur action au niveau local : tout leur dilemme consiste alors à convaincre sans se dénaturer, dans un débat de fond entre «acceptance» et adaptation ». Une telle attitude revient finalement à celle de l'éducation des masses et revalorise le rôle du géographe pédagogue (encore qu'il conviendrait de discuter de la pertinence du terme « pédagogie » employé en lieu et place d'argumentaire politique).

C'est ici au second degré que le savoir scientifique a une utilité sociale. Une telle éducation populaire suppose un certain niveau général de formation géographique et renvoie les géographes à une géographie de professeurs qui serait une préparation au rôle de citoyen-spatial.

B/ A quoi sert la géographie scolaire ?

Former des citoyens ! C'était déjà la prétention de la géographie scolaire à l'époque académique quand la citoyenneté passait par le patriotisme qui s'ancrait dans l'amour et la connaissance de la Patrie, et que la connaissance de la grande patrie passait par celle de la petite patrie (région, pays). Il convient cependant de ne pas caricaturer le projet scolaire de la troisième république. L'étude de la géographie à l'école était aussi l'approche de l'altérité, un projet d'apprentissage de la tolérance, du respect de l'étranger, de la compréhension des contraintes qui expliquaient les différences et les écarts entre les sociétés humaines bien mieux que de prétendues différences raciales. Et cet enseignement l'altérité se conjugait avec un enseignement de la solidarité qui pouvait prendre la forme paradoxale du paternalisme colonial mais aussi celui de l'internationalisme quand les enseignants étaient militants communistes.

Aujourd'hui la fonction sociale de la géographie scolaire a sans doute un peu évolué. Quoique. Si le patriotisme n'est plus au cœur des finalités, le questionnement sur l'identité, la construction de savoir géographiques qui dépassent les lieux communs en la matière demeurent largement d'actualité, ainsi de la définition « géographique » de l'Europe, l'enjeu est important de permettre de décrypter les discours qui assignent des limites « naturelles » ou « culturelles » à l'Europe comme le faisait l'ancien président Giscard d'Estaing rédacteur du défunt projet de Constitution pour l'Europe. Vous aurez l'occasion de revenir sur la dimension citoyenne de l'enseignement des programmes de géographie du secondaire au cours de l'année.

C/ des géographies pour changer le monde

Communard, exilé, refusant l'ordre établi, patriotique et colonial, y compris l'ordre universitaire naissant, Elisée Reclus et devenu la figure tutélaire de la géographie radicale. Voyez par exemple ce qu'il écrit à la fin du XIX^e s dans sa géographie universelle : « Les famines fréquente aux Indes sont dues moins au manque éventuel de pluie qu'à la dépendance absolue du malheureux rayot[...] ? Le riz qui pourrait servir à sa nourriture est ensaché par lui-même et empilé dans les trains de marchandises pour les brasseries de bière et les meuneries d'Europe, on spéculé même sur sa misère pour diminuer chaque année son maigre salaire ».

S'il fallait lui trouver un équivalent aujourd'hui c'est du côté de David Harvey qu'il faudrait se tourner. Géographe anglais, formé à Oxford il a passé l'essentiel de sa carrière à Baltimore (Université J Hopkins). Géographe classique de formation, à la pointe de la New Geography dans les années 60, il s'est détaché de celle-ci au début des années 70 pour construire une géographie plus générale centrée sur la dénonciation des inégalités socio-spatiales sur un arrière plan marxiste, il a par exemple étudié dans une démarche de géo-anthropologie impliquée, les conflits autour du très disputé Tompkins Park à New York en prenant partie pour les SDF : « En résumé les problèmes du parc de Tompkins Square à New York, doivent être appréhendés du point de vue des processus sociaux qui créent les SDF, favorisent le développement d'activités criminelles de toutes sortes (des escroqueries immobilières et du trafic de crack aux agressions dans la rue), engendrent des

hiérarchies de pouvoir entre les agents de la gentrification des centres et les SDF, et facilitent la naissance de tensions profondes, le long des principales lignes de fractures sociales qui séparent classes, genres, ethnies, races, religions, styles de vie et préférences sociales. »

Cette géographie radicale anglo-saxonne a sans doute l'âge de David Harvey (75 ans), les jeunes géographes américains sont rarement aussi engagés qu'il n'a cessé de l'être, cependant l'approche globale et critique qu'il a initiée marque encore une grande partie d'entre eux. Elle a aussi des équivalents en Europe occidentale, notamment dans le domaine de la géographie sociale, on peut lire par exemple la très belle étude de Djemila Zeneidi-Henry, *Les SDF et la ville, géographie du savoir-survivre*, Bréal, 2002.

L'autre courant d'où est issue la géographie de la contestation est le tiers-mondisme. Dans les années 60-70, la géographie coloniale a, par la force des choses, cédé la place à une géographie du développement très souvent inspirée des analyses macro-économiques marxistes ou néo-marxistes comme celle de Samir Amin (l'échange inégal) qui remet en cause les théories du développement de W.W. Rostow (les étapes du développement économiques) ainsi la vision marxiste classique attribuant à l'impérialisme (« stade suprême du capitalisme ») le « retard de développement » des anciennes colonies. Mobilisant des concepts comme Nord-Sud, détérioration des termes de l'échange, Centre et périphérie, cette géographie radicale débouche avec Yves Lacoste sur le renouveau de la géopolitique. Le terme sort lentement dans les années 70 de l'ostracisme pour finir par désigner toute analyse des rapports de pouvoir sur les territoires : il ne s'agit pas seulement des rapports inter-étatiques mais aussi des rapports de pouvoirs entre quartiers d'une même ville, voire d'un même quartier. Béatrice Giblin par exemple a situé son analyse au niveau régional et infra régional dans la région, territoires politiques, le Nord Pas de Calais, 1995. La revue *Hérodote*, fondée en 1976 diffuse largement les analyses de cette géopolitique critique.

Enfin une troisième géographie non institutionnelle émerge dans les années 90 en lien avec le mouvement écolo et les préoccupations du développement durable. Nous en parlerons plus longuement la semaine prochaine mais engageons la réflexion à partir d'un extrait d'un ouvrage représentatif de cette tendance, le manuel d'épistémologie de la géographie de Marc-Louis Ropivia dont le sous-titre est tout un programme : écocide et « déterminisme anthropique ».

« La problématique de l'utilité pose d'emblée le problème de la finalité de la géographie. Or sa finalité comporte deux aspects. Elle peut être envisagée comme perspective téléologique ou entendue comme pratique professionnelle. Bien évidemment, l'utilité de la géographie se nourrit de ces deux approches, la première en amont et la deuxième en aval.

La finalité de la géographie comme perspective téléologique se préoccupe du devenir de l'espace humaine, de son habitat et de sa survie sur la planète Terre. Cette préoccupation peut se résumer à deux questionnements essentiels :

- Au regard du comportement écocidaire actuel de l'espèce humaine, l'oekoumène et l'anthroposphère ont-ils amorcé une régression irréversible ou peuvent-ils encore espérer une nouvelle forme d'expansion ?
- L'espèce humaine peut-elle indéfiniment survivre au même rythme que sa consommation immodérée des ressources et sa destruction effrénée des écosystèmes ou envisage-t-elle de nouvelles formes de territoires culturels de production alimentaire intensive susceptibles d'enrayer la crise alimentaire qui pourrait se profiler ?

Avec ces deux interrogations la géographe se retrouve interpellée comme l'unique discipline d'interrelation entre les comportements sociaux et les facteurs environnementaux pouvant analyser et concevoir les futures territorialités liées à la survie de l'espèce humaine sur la planète ».

CONCLUSION

Entre outil d'adaptation et outil de contestation la géographie n'est jamais indifférente au politique avec lequel elle entretient une relation complexe. La recherche et l'enseignement de la géographie peuvent s'orienter vers des objets qui n'intéressent que les géographes ou vers l'exotisme des guides de voyage. Ils peuvent aussi se tourner vers l'information et la formation de citoyens de plus en plus concernés par les enjeux spatiaux, à différentes échelles, de la construction du bien-commun.